

L'opération Torch et la grande stratégie américaine en Méditerranée, 1940-1943

Dr. Andrew Buchanan, Université du Vermont

Les historiens reconnaissent depuis longtemps que la stratégie militaire américaine a connu une transformation rapide et dramatique au lendemain de la chute de la France à l'été 1940. Abandonnant une approche centrée sur la défense de l'hémisphère occidental, les planificateurs américains se sont alors/désormais orientés vers une éventuelle implication dans la guerre européenne qui faisait déjà rage et dans la guerre du Pacifique qui allait suivre. Ce changement, souvent décrit comme l'adoption d'une approche "l'Allemagne d'abord", s'est manifesté dans l'adoption du plan « Dog » en octobre 1940 puis a été codifié, après consultation au plus haut niveau avec les Britanniques lors des conférences d'état-major ABC-1, dans le nouveau plan Rainbow 5 approuvé en novembre 1941. Ce que les historiens ont moins clairement discerné, sans doute parce que cela touche à des questions politiques sensibles, c'est que ce changement rapide de stratégie militaire était nécessairement lié à une perspective de grande stratégie émergente visant à établir l'hégémonie mondiale américaine et sa prédominance en Europe occidentale notamment. En d'autres termes, la prédominance américaine d'après-guerre n'était pas simplement le produit d'événements fortuits survenus en temps de guerre, mais plutôt le résultat d'un plan conscient adopté après la chute de la France et poursuivi avec une détermination inébranlable par la suite. Ce changement soudain et profond de la politique américaine a récemment été abordé en détail dans les travaux d'historiens comme Steven Wertheim, dont la monographie « Tomorrow the World: The Birth of U.S. Global Supremacy » a été saluée par la critique. Néanmoins, alors que de nombreux historiens sont désormais ouverts à cette interprétation, sa signification pour la politique américaine envers la France et plus largement le monde méditerranéen - y compris l'Afrique du Nord française - n'a été analysée que par une poignée d'historiens. Cet article est une contribution à cette analyse.

Le changement de la grande stratégie américaine qui s'est amorcé à l'été 1940 n'est pas, bien sûr, sorti de nulle part. Il reposait plutôt sur la force de l'économie américaine après la Première Guerre mondiale ; après tout, la Grande Guerre avait posé la question de la prédominance américaine, même si

l'entrée tardive de l'Amérique dans la guerre signifiait qu'elle était incapable de la résoudre. De manière plus immédiate, le changement de politique américaine avait été initialement débattu à la fin des années 1930 à travers une série de discussions dans des institutions dotées de moyens financiers importants comme l'Institute for Advanced Study (IAS) de Princeton et l'Institute for International Studies de Yale. Financé par de puissants intérêts du monde des affaires, dont les fondations Ford, Rockefeller et Carnegie, le Council on Foreign Relations basé à New York a joué un rôle particulièrement important. Au fur et à mesure que le changement officiel de la politique américaine s'opérait après l'été 1940, une grande partie du travail de planification détaillée était effectivement sous-traitée à des comités d'hommes d'affaires, de journalistes et d'experts universitaires liés au Council on Foreign Relations.

Alors que ce changement crucial de politique était élaboré à huis clos, les publicistes et les faiseurs d'opinion se chargeaient de susciter le soutien populaire à l'égard de l'hégémonie américaine à venir auprès de l'opinion publique. L'article éditorial du magazine Life de février 1941 d'Henry Luce sur "Le siècle américain" a joué un rôle particulièrement important dans le renforcement de cette nouvelle vision mondialiste,

mais il a été rejoint par le travail de nombreux autres journalistes et commentateurs. Pendant ce temps, dans la sphère politique, le choix de Wendell Willkie, avocat d'affaires à l'esprit internationaliste, comme candidat du Parti républicain à l'élection présidentielle de novembre 1940, témoigne d'une large approbation de cette orientation vers la prédominance mondiale. Ce choix a marqué le rejet de l'"isolationnisme" des années 1930 et a assuré l'engagement des deux grands partis en faveur du mondialisme. Après sa défaite face à Roosevelt, Willkie a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement pour obtenir le soutien de l'opinion publique au nouveau rôle mondial de l'Amérique.

La nouvelle grande stratégie de Washington eut des implications directes et immédiates sur sa politique à l'égard de la France et, plus largement, du monde méditerranéen. Aussi bien les discussions de l'état-major anglo-américain ABC-1 au printemps 1941 que le plan Rainbow 5 de Washington à l'automne 1941 appelaient à un engagement militaire américain substantiel en Méditerranée, visant à défendre «les positions militaires britanniques et alliées dans et à proximité du bassin méditerranéen» tout en préparant "l'élimination rapide" de l'Italie de la guerre. Cet engagement clair en faveur d'une "stratégie méditerranéenne" sous-tend la décision de la conférence au sommet anglo-américaine de Washington en décembre 1941 (Arcadia) de préparer une invasion de l'Afrique du Nord française, sous le nom de code d'opération Gymnast. Tenue au lendemain de l'entrée officielle des États-Unis dans la guerre et donc à un moment de tension extrême, la conférence Arcadia réaffirmait néanmoins la stratégie de "l'Allemagne d'abord" élaborée l'année précédente. Dans cette optique, une invasion de l'Afrique du Nord française, lancée de préférence en réponse à une invitation des dirigeants français locaux, était considérée comme l'expression concrète de cette approche stratégique.

Dans la plupart des écrits historiques sur ces événements, l'accord initial anglo-américain sur Gymnast à la conférence Arcadia a été largement éclipsé par la campagne ultérieure des chefs militaires américains - dirigés par le chef d'état-major de l'armée George C. Marshall - pour le faire annuler. Marshall et d'autres hauts responsables de l'armée considéraient une campagne en Méditerranée comme une diversion d'inspiration britannique par rapport à la stratégie correcte centrée, elle, sur le renforcement massif et rapide des forces américaines en Grande-Bretagne avant de lancer un assaut outre-Manche sur le nord de la France. Ce plan, qui reflétait une vision simpliste d'une "guerre à l'américaine" censée être fondée sur la concentration des forces, ne tenait pas compte de la difficulté de lancer une attaque outre-Manche à un moment où les forces américaines manquaient à la fois de l'expérience et de l'équipement nécessaires pour la mener à bien. En outre, et surtout, l'opposition de Marshall à Gymnast, démontre qu'à ce stade précoce de la guerre, Washington n'avait pas encore forgé un leadership capable d'intégrer la stratégie militaire dans les dimensions économiques et politiques plus larges de la grande stratégie. En conséquence, les chefs militaires considéraient que leur travail consistait à gagner la guerre aussi rapidement et de manière aussi décisive que possible, puis à rentrer chez eux.

Le président Roosevelt ne partageait pas cette approche. Formé à la géopolitique impériale d'Alfred Thayer Mahan, Roosevelt a toujours considéré l'exercice du pouvoir militaire comme un instrument pour renforcer la position économique et géopolitique plus large de l'Amérique. De ce point de vue, le but des opérations militaires n'était pas simplement de gagner gros et de rentrer chez soi, mais plutôt d'établir les conditions, à l'échelle régionale puis mondiale, de la création d'un nouvel ordre dirigé par les Américains. Cette compréhension de la prise de décision américaine a longtemps été

largement absente de l'historiographie anglophone, sans doute en grande partie à cause de ses implications impériales évidentes. En conséquence, il a été très difficile d'expliquer la profondeur et l'intensité de la division entre Roosevelt et les chefs d'état-major au printemps et à l'été 1942, l'insistance du président sur une invasion de l'Afrique du Nord française étant présentée simplement comme un désir intéressé de voir les forces américaines engagées sur le théâtre européen avant les élections de mi-mandat de novembre.

En fait, l'insistance de Roosevelt à envoyer des forces anglo-américaines en Méditerranée n'avait rien à voir avec des manœuvres politiques intérieures, et n'était pas non plus le résultat de l'emprise prétendument manipulatrice du premier ministre britannique Winston Churchill sur le président américain. Au lieu de cela, elle avait des fondements politiques beaucoup plus substantiels. Comme les Britanniques, les dirigeants américains avaient supposé que la France mènerait une lutte prolongée contre l'Allemagne, leur donnant le temps de préparer le public américain à la possibilité de rejoindre la guerre à une date ultérieure. L'effondrement rapide de la Troisième République bouleversa ces hypothèses confortables.

Cherchant une explication à ce désastre imprévu, de nombreux politiciens et commentateurs se sont ralliés à la conclusion de la journaliste du New York Times, Anne O'Hare McCormick¹, selon laquelle l'effondrement français reflétait un profond "manque de courage moral" au sein de l'élite du pays. D'autres parlaient d'"apathie" populaire et d'"incapacité" politique de la Troisième République : l'invasion allemande, pensaient-ils, avait donc simplement renversé un état déjà pourri jusqu'à l'os. Roosevelt et d'autres hauts responsables partageaient ces évaluations et, pensant au monde de l'après-guerre, ils conclurent rapidement que la France avait perdu son droit à une place parmi les grandes puissances.

Ces conclusions, tirées par les dirigeants d'un pays qui commençait à ce moment-là à tracer sa propre voie vers l'hégémonie mondiale, ont façonné l'attitude de Washington envers la France en temps de guerre, produisant la vision d'une France d'après-guerre relativement faible qui fonctionnerait - avec une aide économique et des conseils politiques appropriés - comme un partenaire mineur dans un ordre mondial dirigé par les États-Unis. Cette approche générale justifiait des politiques apparemment incompatibles, Washington cultivant des liens étroits avec Vichy tout en cherchant simultanément à étendre sa propre influence en Afrique du Nord française. Concernant l'Empire français, des contradictions similaires apparurent, Washington promettant de maintenir la prédominance impériale française en Afrique du Nord tout en prévoyant de placer l'Indochine française sous une forme de tutelle internationale. Ce qui est important ici, cependant, ce ne sont pas les incohérences de la politique américaine, mais la vision d'une France d'après-guerre faible et dépendante qui les sous-tendait.

Cet aspect clé de la grande stratégie émergente de Washington a également structuré les relations américaines avec le mouvement de la France libre et son chef, le général Charles de Gaulle. On a beaucoup écrit sur la relation compliquée entre le gouvernement américain et les Français libres - et en particulier entre Roosevelt et de Gaulle - et, du moins dans la littérature anglophone, les tensions évidentes dans la relation sont presque toujours attribuées à l'entêtement, à l'arrogance et à la personnalité généralement difficile des dirigeants français. Il est sans doute vrai que la relation entre le général français et le président américain manquait de chaleur personnelle, mais les conflits de personnalité n'étaient pas la clé du problème majeur. Par contre, l'objectif inébranlable de de Gaulle de reconstruire la France en tant que

grande puissance mondiale à la tête d'un empire imposant posait un défi direct et inévitable à la vision de Washington d'un pays faible qui lui était redevable. De plus, loin de résoudre ce désaccord fondamental, l'expansion de l'influence de la France libre n'a fait qu'exacerber le conflit, aboutissant finalement à la tentative d'exclure de Gaulle de l'invasion de la France en juin 1944. Cette conclusion était encore lointaine au moment où la grande stratégie américaine était formulée à l'été 1940, mais même à cette date précoce, il était clair que Washington n'était pas favorable à la restauration de la France en tant que grande puissance.

En réfléchissant aux considérations générales qui ont façonné la politique de Washington à l'égard de la France, il est également important de noter qu'en dépit de la promesse de la Charte de l'Atlantique d'août 1941 de garantir à "tous les peuples" le droit de "choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils vivront", aucun haut responsable politique américain n'était favorable à l'extension de ce droit aux peuples arabes et berbères d'Afrique du Nord française. Craignant profondément toute insurrection populaire, les dirigeants américains partaient du principe qu'un soulèvement anticolonial ferait rapidement naître la perspective d'une transformation sociale radicale, mettant ainsi en péril l'ordre mondial stable, basé sur le libre-échange et fondamentalement capitaliste, qu'ils se battaient pour créer. Cette approche anti-révolutionnaire a effectivement limité la planification américaine de l'invasion de l'Afrique du Nord française en excluant l'option de la mise en place de gouvernements militaires dirigés par les Américains dans la région. Le problème était que les gouvernements militaires sont essentiellement des régimes transitoires, et bien qu'ils auraient facilement pu être mis en place après le débarquement des Alliés, la question de la suite des événements se serait rapidement posée.

Ici, comme l'a noté l'influent journaliste du New York Times Arthur Krock², un "problème épineux d'après-guerre" aurait pu surgir car les sujets colonisés de la France soutenaient qu'eux, et non Paris, étaient la source légitime de la souveraineté. Plutôt que de se risquer à contredire ouvertement la Charte de l'Atlantique, Washington conclut qu'il était essentiel de maintenir une domination française ininterrompue.

Ces considérations ont contribué à façonner l'engagement de Washington en temps de guerre avec la France et l'Afrique du Nord française, mais l'impulsion pour aller de l'avant avec Gymnast - qui rapidement reçut le nom de code plus inspirant de Torch - est venue en grande partie du président Roosevelt lui-même. Cela ne signifie pas que Roosevelt n'était pas en phase avec les intérêts des élites américaines au sens large, mais plutôt que sa capacité à centraliser la prise de décision entre les mains d'une présidence de plus en plus "impériale" lui a permis de couper court à la confusion et à la désorganisation inévitables qui ont accompagné la grande réorientation stratégique à la suite de la chute de la France. Le style de leadership de Roosevelt, affiné pendant les premières années chaotiques du New Deal, consistait à diriger simultanément de nombreux projets différents, tout en concentrant la prise de décision entre ses mains. La résolution effective des questions politiques était souvent entourée de secret : Roosevelt n'aimait pas la prise de notes lors des réunions qui n'étaient donc pas enregistrées. Comme Roosevelt le disait lui-même en plaisantant, "Je suis un jongleur, et je ne laisse jamais ma main droite savoir ce que fait ma main gauche"³. Ce style de leadership en roue libre était parfaitement adapté aux besoins d'une grande puissance³ qui se frayait un chemin vers l'hégémonie mondiale, mais il peut être profondément frustrant pour les historiens qui cherchent à analyser les décisions critiques de leadership. Contrairement aux actions du gouvernement de guerre de Churchill, où

chaque décision était accompagnée d'une importante trace écrite, les historiens doivent souvent juger les intentions de Roosevelt à partir du résultat de ses actions.

Cependant, malgré l'opacité des décisions prises au plus haut niveau, il est absolument clair qu'après la chute de la France Roosevelt a rapidement développé un intérêt profond pour l'Afrique du Nord française. L'intensité de l'intérêt de Roosevelt a conduit le Secrétaire à la Guerre Henry Stimson⁴ à décrire l'Afrique du Nord française comme le "grand bébé secret" du président, tandis que l'historien Arthur Funk parlait d'un "aimant dont l'attraction ne s'est jamais démentie". En développant cette volonté inébranlable d'engagement en Afrique du Nord française, Roosevelt a combiné plusieurs niveaux de réflexion sur la stratégie et la grande stratégie, intégrant les espoirs d'un engagement rapide des forces américaines en Europe avec le projet plus large d'attirer une France affaiblie dans l'orbite de Washington. Ce projet, à son tour, s'inscrivait dans le cadre de l'expansion de l'engagement militaire, politique et économique de l'Amérique dans l'ensemble de la Méditerranée. En novembre 1940, Roosevelt dépêcha le diplomate Robert Murphy en Afrique du Nord française comme son représentant personnel, le chargeant de développer des liens avec les dirigeants de Vichy dans la région, - au premier rang desquels le général Maxime Weygand -, tout en travaillant à la création d'une base politique permettant aux forces américaines d'être "invitées". Murphy⁵ reçut l'ordre de contourner les canaux de communication normaux du Département d'État et de rendre compte directement à Roosevelt, ne laissant aucun doute sur le fait que l'approfondissement de l'orientation vers l'Afrique du Nord française était en grande partie la "politique personnelle du Président".

Je traiterai des activités de Robert Murphy et de celles d'autres agents américains dans mon prochain article. Pour l'instant, il suffit de noter que la mission de Murphy remplit sa fonction première, qui était de produire des renseignements qui soutenaient et justifiaient la ligne de conduite que Roosevelt et ses plus proches collaborateurs avaient déjà mise en place.

Pendant ce temps, à Washington, Roosevelt plaidait en faveur de l'adoption de Torch au printemps et au début de l'été 1942, malgré l'opposition déterminée des chefs d'état-major interarmées et de leurs planificateurs principaux. Menés par le général Marshall et le chef des opérations navales, Ernest King, les chefs militaires américains présentèrent un puissant front uni contre Gymnast, affirmant qu'il s'agissait essentiellement d'un plan britannique visant à piéger les Américains dans des opérations longues et difficiles sur un front "périphérique" et secondaire. Cependant, les chefs militaires étaient loin d'être unis entre eux, et tandis que Marshall privilégiait une action rapide en vue d'une invasion transmanche de la France, les chefs de la marine cherchaient à donner la priorité aux opérations maritimes dans le Pacifique. Dans ce que Stimson⁶ appelle avec désespoir sa manière "rusée", Roosevelt utilisa toutes ses compétences politiques et lutta pour maintenir Gymnast en vie par une série de bluffs, de manœuvres et de concessions temporaires qui exploitaient les divisions entre ses principaux commandants/chefs militaires. La position de Roosevelt fut renforcée en juin 1942, lorsque la chute de la garnison britannique de Tobrouk face à l'avancée de l'Afrika Korps entraîna le déploiement à grande échelle d'unités aériennes et d'équipements militaires américains en Égypte, impliquant ainsi Washington plus avant en Méditerranée. Enfin, à la mi-juillet, Roosevelt adressa un ordre direct aux chefs d'état-major interarmées leur ordonnant de conclure des plans avec les Britanniques en vue d'une action urgente sur le théâtre européen : étant donné l'opposition intransigeante de Londres à une invasion

hâtive trans-manche, le président ordonnait effectivement à ses commandants militaires de mettre de côté leurs propres plans et priorités afin de lancer une invasion de l'Afrique du Nord dont aucun d'entre eux ne voulait.

La décision anglo-américaine finale d'aller de l'avant avec *Gymnast* - maintenant rebaptisé *Torch* - était donc le produit de plus de six mois de manœuvres machiavéliques impliquant le président Roosevelt, ses principaux conseillers et les différentes factions au sein de l'armée américaine ainsi que les Britanniques. Cependant, cette opacité a longtemps servi à masquer une vérité assez simple, à savoir que derrière tout le bluff et double-bluff, le désir du président de voir les troupes américaines engagées en Afrique du Nord n'a jamais faibli. Cette détermination ne découlait pas d'un calcul politique à court terme. Tandis que Roosevelt espérait sans aucun doute qu'un débarquement réussi en Afrique du Nord renforcerait le soutien national à la guerre, son intérêt constant pour l'Afrique du Nord française reflétait sa volonté de placer la France dans une position subordonnée et dépendante dans l'ordre mondial d'après-guerre. Cet objectif, à son tour, s'inscrivait dans l'effort plus large de projection de la puissance américaine dans toute la Méditerranée. Au moment où les dirigeants alliés se réunirent à Casablanca en janvier 1943, Washington semblait avoir progressé sur ces deux fronts, et Roosevelt put rester en retrait à la conférence pendant que les Britanniques forçaient ses chefs militaires à s'engager à pénétrer plus profondément en Méditerranée en faisant suivre la victoire retardée en Tunisie par une invasion de l'Italie. En ce sens, *Torch* a réalisé exactement ce que Roosevelt espérait, même si la montée de l'influence de de Gaulle allait rapidement saper ses espoirs d'une France faible et soumise.

¹ Anne O'Hare McCormack, "Europe," *New York Times*, July 24, 1940.

² Arthur Krock, *New York Times*, December 10, 1941.

³ Warren F. Kimball, *The Juggler: Franklin Roosevelt as Wartime Statesman* (Princeton: Princeton University Press, 1991), 7.

⁴ Henry Stimson quoted in editorial note, *Foreign Relations of the United States, 1942, Washington Conference*, 434; Arthur Layton Funk, *The Politics of Torch: The Allied Landings and the Algiers Putsch 1942* (Lawrence, KS: University Press of Kansas: 1974), 72.

⁵ Robert Murphy, *Diplomat Among Warriors*, (Garden City, NY: Doubleday & Co, 1964), 68.

⁶ Henry L. Stimson, *On Active Service in Peace and War* (New York: Harper & Bros, 1947) 419.